

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR

Index : ASA 39/7209/2017

2 octobre 2017

Les hauts responsables américains doivent aborder la question de la répression systématique des droits humains lors de la venue du Premier ministre thaïlandais

Amnesty International demande aux responsables américains de faire pression sur le Premier ministre thaïlandais Prayut Chan-O-Cha lors de sa visite à Washington D.C. afin qu'il atténue les restrictions imposées aux droits humains. Alors que le gouvernement de Prayut Chan-O-Cha étend les mesures répressives à l'approche des élections prévues en 2018, il importe que le gouvernement américain exprime avec fermeté son soutien aux droits fondamentaux en Thaïlande.

La Maison Blanche a déclaré que le président Donald Trump est impatient de « réaffirmer la relation » entre les États-Unis et la Thaïlande, et a cité les relations bilatérales et la coopération régionale dans les questions à aborder lors de la rencontre. La venue du Premier ministre Prayut Chan-O-Cha à Washington fait suite à la visite en Thaïlande du Secrétaire d'État américain Rex Tillerson au mois d'août. Ce fut la première visite d'un haut responsable américain depuis l'arrivée au pouvoir de Prayut Chan-O-Cha à la faveur d'un coup d'État militaire en mai 2014.

Depuis ce coup d'État, le gouvernement du général Prayut gouverne par décret et bafoue systématiquement les droits humains, notamment les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique. En outre, les autorités thaïlandaises se rendent responsables de torture et d'autres mauvais traitements, de détention arbitraire et de procès iniques. Après plus de trois ans au pouvoir, le gouvernement militaire continue d'adopter des lois et des décrets répressifs et de poursuivre en justice des opposants réels ou présumés qui mènent des activités politiques ou défendent les droits de manière pacifique. L'interdiction des rassemblements politiques de cinq personnes ou plus, imposée unilatéralement par le gouvernement militaire, bâillonne les activités de la société civile et des partis politiques. Les responsables militaires exercent les pouvoirs d'application des lois au titre d'un décret autorisant la détention de personnes sans approbation judiciaire pour un large éventail d'activités.

Les autorités ont engagé des poursuites pénales contre de nombreux défenseurs des droits humains, militants étudiants, journalistes, universitaires et personnalités politiques pour avoir participé à des manifestations publiques, recensé des violations des droits, dénoncé la corruption, défendu l'environnement, défendu les droits des travailleurs et des populations autochtones, exprimé des opinions politiques ou exercé de toute autre manière leurs droits pacifiquement. Certains ont déjà été déclarés coupables et incarcérés.

D'autres sont jugés en ce moment et sont passibles d'années voire de dizaines d'années de prison, au titre de dispositions pénales relatives à la sédition, la diffamation, la cybercriminalité et l'outrage à la monarchie, et au titre d'autres lois et décrets. Des centaines de civils sont toujours en butte à de longues procédures devant des tribunaux militaires qui ne respectent pas les normes internationales d'équité.

Le gouvernement américain a plusieurs fois exprimé ses préoccupations au sujet de ces questions et doit maintenant faire savoir au général Prayut Chan-O-Cha en termes fermes que la situation dangereuse qui prévaut actuellement n'est pas un *statu quo* acceptable. Les responsables américains doivent faire pression sur le Premier ministre pour qu'il lève immédiatement les restrictions des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, et prenne des mesures afin que la justice pénale cesse d'être utilisée dans le but de harceler et de sanctionner des citoyens au motif qu'ils exercent pacifiquement leurs droits. Il faut qu'il sache que, s'il ne le fait pas et ne remédie pas aux autres violations, cela aura des conséquences négatives sur la poursuite des relations entre les deux pays.